

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°164 | 158^e année | CHF 4.00

BRÉSIL

La fronde des **cinq** jours



Les travailleurs Uberisés, comme ici des livreurs d'iFood en lutte pour leurs droits à São Paulo, travaillent souvent sept jours sur sept au Brésil.

KEYSTONE

11-12

Au pays de Lula, on continue à travailler six jours sur sept. En mai dernier, les syndicats et mouvements sociaux brésiliens ont lancé un plébiscite populaire pour réduire le temps de travail. Analyse du sociologue Ricardo Antunes.

éditorial
JULIE JEANNET
L'IMPÔT
GÉNOCIDAIRE
9

Après la Slovénie, la Belgique a décidé de prendre des sanctions contre Israël. Elle a notamment décidé d'interdire l'importation de produits issus des colonies, l'exportation et le transit d'équipements militaires vers l'Etat hébreu, le survol de l'espace aérien par ses avions de chasse, et l'accès au territoire à certains colons. Elle poursuivra par ailleurs les Belges-Israéliens responsables de crimes de guerre. Pendant ce temps, la Suisse confirme l'achat de six drones auprès du partenaire privilégié de l'armée israélienne, Elbit Systems.

Outre le fait que ces drones cumulent les problèmes techniques, leur achat enrichit une des entreprises qui participent directement au massacre du peuple palestinien. Elbit Systems fournit en effet une grande partie de la flotte utilisée pour anéantir Gaza. L'armée suisse a déjà versé par l'intermédiaire de nos impôts 240 millions de francs, alors que les drones ne sont toujours pas fonctionnels. Le modèle choisi, le Hermes 900, d'après des ONG, a été utilisé dans des raids contre des civils palestiniens. Rappelons au passage que la BNS a également fait du profit en achetant et en revendant des actions de cette société portée en bourse par une demande croissante. L'an dernier, UBS a par exemple augmenté de 875% ses investissements dans Elbit Systems.

En juillet, trois associations, dont le GSa, déposaient une action en justice pour faire annuler l'achat des drones devant la Cour suprême du canton de Berne. D'après nos sources, cette action aurait été balayée sous prétexte qu'elle aurait des motifs politiques. Dans ce contexte, notre ministre de la Défense, Martin Pfister, aurait eu mille bonnes raisons d'annuler cette commande embarrassante, mais il a choisi de persévérer dans ce fiasco.

En avril 2024, Jean Ziegler clamait haut et fort: «Nos impôts tuent des enfants palestiniens.» Après bientôt deux ans de génocide, la complicité de nos autorités avec des dirigeant-es accusé-es de crime contre l'humanité est insoutenable. La semaine dernière, dans nos colonnes, une lectrice racontait qu'elle refusait désormais de payer ses impôts en raison de cette compromission.

Alors que des centaines de personnes embarquent à bord de la flottille mondiale Sumud et mettent le cap sur Gaza pour briser le blocus, la couardise de nos dirigeant-es et de leurs financiers contraste avec la détermination des citoyen-nés du monde, qui risquent leur vie pour mettre fin au génocide. L'Histoire se souviendra de celles et ceux qui auront pris la rue ou la mer, auront boycotté ou refusé de payer leurs impôts et de celles et ceux qui, dans leur bureau confortable, auront contribué à nourrir l'économie du sang et de la terreur. I

WEEK-END

13 **ANALYSE** Le pouvoir français s'accrochera-t-il à son plan d'austérité au profit des grandes firmes?

leMAG



Pour le meilleur et pour l'import

- 19 **CINÉMA** A Lausanne, le Bellevaux et le CityClub importent des films négligés par les distributeurs.
- 21 **LIVRES** *Le Cri du barbeau* prolonge l'entreprise autobiographique de Marius Daniel Popescu.
- 22 **EXPOS** En Valais, la 2^e Biennale Son pointe les convergences entre arts visuels et créations sonores.
- 23 **FESTIVAL** La Mostra de Venise expose les contradictions du monde artistique face à la tragédie de Gaza.

5 GENÈVE

Un **campement** solidaire de Gaza s'est installé à côté de la place des Nations.

6 LAUSANNE

Trente ans d'animation **socioculturelle** au carrefour des vies de quartier.

7 NEUCHÂTEL

Le mois de la **santé mentale** permet de sensibiliser et de lever les stigmates.



Lausanne refuse de financer le rapatriement

Mort de Michael Ekemezie ► Le quotidien *24 heures* révèle que la Municipalité de Lausanne ne prendra pas en charge les 10 000 francs nécessaires au rapatriement de la dépouille de Michael Ekemezie, décédé à 39 ans le 25 mai 2025 dans les locaux de la police municipale. Les proches de ce père de deux enfants ont dû avancer la somme pour renvoyer le corps au Nigeria début août.

«Il a été indiqué à la famille de feu Michael Ekemezie qu’une suite positive à sa demande ne pouvait être donnée en l’état», a déclaré mercredi la Direction de la sécurité et de l’économie, citée par *24 heures*. La Ville n’envisage un soutien financier qu’en cas de responsabilité juridique reconnue.

Interrogée plus avant par *Le Courrier*, la responsable du bureau de la communication, Amélie Nappey-Barraïl, rappelle que «la responsabilité civile de la commune est régie par la loi vaudoise sur la responsabilité de

l’Etat et des communes». Celle-ci indique que les collectivités publiques sont engagées «en cas de dommage que leurs collaborateurs causent à des tiers de manière illicite», poursuit la porte-parole.

Indispensable, donc, d’attendre une éventuelle condamnation pénale définitive des quatre agents de police prévenus pour homicide par négligence? «[C’est] un élément important à prendre en compte lors de l’appréciation de ce caractère illicite, mais n’est pas légalement et formellement indispensable», explique Amélie Nappey-Barraïl. Les juridictions civiles pourraient également retenir la responsabilité de la Ville «en fonction de l’ensemble des circonstances». Pour l’heure, Lausanne «attend les conclusions du Ministère public». Et d’écarter toute autre marge de manœuvre: la Ville n’a «pas engagé de procédure parallèle», estimant

avoir «toute confiance dans les institutions juridiques existantes», répond la porte-parole.

En juin, les élu·es de gauche, majoritaires au délibératif (Vert·es, Ensemble à gauche, socialistes), avaient déposé une interpellation urgente demandant que la Ville prenne en charge les frais, au nom de la dignité. Ils et elles se faisaient l’écho du collectif Justice for Michael. En juillet, la veuve avait adressé une lettre recommandée au municipal de la Sécurité, le libéral-radical Pierre-Antoine Hildbrand, sollicitant le soutien de ses services. En vain.

Les causes du décès de Michael Ekemezie, contrôlé près de la gare pour un comportement que des agent·es pensaient lié à un trafic de stupéfiants, et mort une heure plus tard dans les locaux de la police, restent à déterminer. L’autopsie n’a pas encore livré ses résultats.

ACHILLE KARANGWA

SOLIDARITÉ

L’ENTRAIDE FAMILIALE OUVRE SES PORTES

Dès ce samedi et jusqu’au 13 septembre, 26 associations membres de l’Entraide familiale vaudoise vont aller à la rencontre de la population à travers tout le canton. Des portes ouvertes, des stands d’information, des cours, etc: la population pourra ainsi découvrir la large palette d’activités proposées par les différents membres de l’Entraide familiale. «Cette semaine de rencontres met en lumière le travail que toutes nos associations et leurs bénévoles investissent avec générosité depuis des années au service des habitantes et habitants du canton de Vaud», explique Janick Chatelain, directrice de l’Entraide familiale vaudoise. Toutes les manifestations sont gratuites et en accès libre. **ATS**

Expo-vente solidaire à Renens

Gaza ► «Dessiner c’est résister»: tel est le mot d’ordre d’une exposition-vente réunissant des artistes de Palestine et des collègues solidaires de Suisse, à la Maison du Peuple de Renens du 5 au 14 septembre. Organisé par le collectif Femmes solidaires pour la Palestine, en partenariat avec plusieurs associations, l’événement exposera des stands d’artisanat palestinien les vendredis de 17h à 20h, ainsi que les samedis et dimanches de 9h à 19h.

Ce vendredi dès 18h, un vernissage avec apéritif mettra également en lumière le livre *La Palestine en 50 portraits: de la Préhistoire à nos jours*, par Sabri Giroud, habitant de Jérusalem-Est. Le programme comprend aussi la projection du film *La Palestine de fils en aiguilles* de Carol Mansour (mardi 9, 19h30), une soirée de récits et poèmes par Béatrice Lereshe accompagnée au oud de Rédouane (samedi 13, 18h30), et un goûter canadien convivial (dimanche 14, 14h).

Les bénéfices seront reversés au collectif d’artistes Eltiqa, basé à Gaza, ainsi qu’au Centre des femmes du camp de réfugié·es de Jenine. **AKA**

Maison du Peuple, 1^{er} étage du restaurant Le Bol d’Or, rue de Crissier 6, Renens. Ouverture de l’expo-vente également sur demande: 077 421 06 08.

Depuis 1995, la Fondation pour l’animation socioculturelle lausannoise renforce le tissu social des quartiers. Elle célèbre ce week-end ses 30 ans. L’occasion de redécouvrir son histoire

Trois décennies de lien socioculturel

ANNE GALLIENNE

Lausanne ► Offrir un espace où chacun·e trouve sa place, affiner le diagnostic participatif, soutenir l’effort d’intégration. Depuis trente ans, la Fondation pour l’animation socioculturelle lausannoise (FASL) se place au croisement des vies de quartier, attentive aux voix qui s’élèvent, et aux différents liens qui se tissent dans la ville. Elle réunit aujourd’hui 118 personnes: animateur·trices, responsables de maisons de quartier, intendant·es, personnel de nettoyage et d’administration, qui font vivre dix-sept lieux d’animation socioculturelle, entre maisons de quartier et centres, cœurs battants de la FASL.

Née des congés payés de l’après-guerre, l’animation socioculturelle s’incarnait alors dans les «centres de loisirs», pensés d’abord pour la jeunesse. A Lausanne, cette mouvance donne naissance à la Fédération lausannoise des centres de loisirs, ainsi qu’à des associations réunissant animateur·trices, usager·ères et habitant·es des quartiers. Petit à petit, la marmite se met à bouillir, et les revendications pour davantage d’événements et de lieux de rencontre émergent. Après quelques années à chercher la bonne formule, la FASL voit le jour en 1995, forte déjà de quinze centres socioculturels où la vie collective se fait.

Tabouret à trois pieds

«Ce qui a changé en trente ans, c’est que la FASL est bien plus présente. Les mutations urbaines actuelles montrent combien il est important d’accompagner les vies de quartier et d’être un partenaire de la participation sociale pour faire cité», explique Sylvia Clementi, secrétaire générale de la FASL. Pour elle, une des réussites de la fondation, est aussi de permettre aux usager·ères de «développer leurs capacités citoyennes». Des histoires concrètes l’illustrent: des jeunes intéressé·es par le hip-hop à la maison de quartier Sous-Gare donnent aujourd’hui des cours de *breakdance* aux plus petit·es. «Cela



Chaque lieu dans son quartier a proposé, cette année, des événements, ateliers et projets pour marquer les 30 ans de la Fondation. DR

UNE PLATEFORME POUR DONNER VOIX AUX ASSOCIATIONS

Un outil pour remonter les préoccupations du quartier. C’est ce qu’a mis en place depuis bientôt trois ans la Fondation pour l’animation socioculturelle lausannoise (FASL), avec la Plateforme des associations. Son objectif est de fédérer toutes les associations rattachées aux 17 maisons et centres de quartier lausannois. «/C’est la première fois qu’il existe à Lausanne un organe quasi-représentatif des associations de quartier», souligne son président, Mountazar Jaffar. Les échanges ont déjà porté leurs fruits, permettant de mieux faire remonter les besoins des habitant·es et des usager·ères des quartiers. Certaines revendications, comme l’extension des horaires d’ouverture des piscines, ont obtenu gain de cause. «Inévitablement, la plateforme

nous permet de faire remonter des choses qui nous auraient échappé autrement», explique celui qui est également conseiller communal socialiste. Un autre aspect qui distingue la plateforme est l’attention particulière accordée aux associations et à leurs spécificités. Chaque lieu a son histoire, son contexte urbain et socio-économique, et ne part donc pas sur un pied d’égalité. «Au quartier du Désert, il s’agit d’une maison de maître. A l’Espace 44, les locaux sont petits et peu lumineux. A la Bourdonnette, il y a des infiltrations d’eau dans des bâtiments vieillissants. Il est essentiel de rendre la ville, et la FASL, conscientes de ces différences et d’en tenir compte», explique le président. Lors des réunions, les membres peuvent visiter les autres quar-

tiers pour mesurer «leur chance ou leur malchance». Mountazar Jaffar insiste sur le fait que, si les inégalités entre quartiers existent inévitablement, elles restent moins marquées qu’à Bâle ou à Zurich. «Il existe toutefois des quartiers où la précarité est concentrée. Dans ces cas, les habitants n’ont pas forcément le réflexe de remonter leurs besoins, d’où l’importance de leur apporter un soutien particulier», souligne le président. Au vu des récents événements à Lausanne pour protester contre les violences policières, Mountazar Jaffar souligne que la plateforme constitue justement un «lieu précieux» pour prendre le pouls de la situation et donner directement la parole aux jeunes des quartiers, dont il déplore la trop faible visibilité dans les médias. **AGE**

illustre la capacité de transformation des personnes qui, intégrées à leur communauté, s’attachent, ensuite, à le lui rendre par leur engagement fidèle et la transmission de compétences», poursuit la secrétaire générale.

Forte d’un partenariat avec la ville, la FASL est au cœur de la coordination du dialogue entre population et administration. Un lien de confiance important à entretenir également avec les associations, collectifs sociaux et culturels. «On est une sorte de tabouret à trois pieds. Pour remplir notre mission au service du vivre ensemble, nous sommes interdépendants», conclut Sylvia Clementi.

Sur le terrain

Animateur socioculturel au contact des habitant·es, Lionel Maeder travaille depuis douze ans au centre de Grand-Vennes implanté dans le bâtiment scolaire du quartier. Chaque semaine, plus de 300 personnes passent entre les murs du centre que l’animateur décrit comme une «grande collocation», entre quartier et usager·ères. «Les projets foisonnent, on a eu un élan pour démultiplier la vie de quartier il y a quelques années et depuis il y a une émulsion vraiment portée par les usager·ères et habitant·es. Ça crée une cohésion très riche, et fantastique», s’enthousiasme-t-il. La difficulté: réussir à combiner les envies avec les ressources humaines et d’infrastructures. «C’est vrai que d’un point de vue économique ça ne rapporte pas beaucoup, le social. Et nous connaissons des difficultés. Mais faire que la ville fonctionne bien, c’est un très bon investissement pour la santé communautaire», insiste l’animateur.

Au centre de Grand-Vennes, comme dans chaque lieu d’animation socioculturelle, des événements pour les 30 ans ont eu lieu cette année. Ce week-end du 5 et 6 septembre se tient une grande fête sur l’esplanade de Montbenon pour réunir concerts, stands associatifs et moments conviviaux, afin de célébrer trois décennies d’animation socioculturelle, de lien vivant et de participation citoyenne. **I**